

Réponse aux observations formulées lors de l'enquête publique préalable à la demande d'autorisation environnementale présentée par la S.A.S. RECUP 44.

RECUP 44

Route de Poily
45480 OUTARVILLE

OUTARVILLE, le 10/03/2023

Le présent document présente les éléments de réponse aux observations formulées durant l'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementales de la société RECUP 44, sur l'ancien site exploité par la société STECO POWER.

La première partie concerne la réponse aux observations formulées par les particuliers et les entreprises voisines, réponse regroupée par thèmes concernés. La seconde partie s'attache à répondre aux observations techniques formulées par la société ECOBAT STCM.

En liminaire, il est à noter que si la version du dossier fourni pour l'enquête publique présente de nombreux éléments masqués ou retirés du dossier. Ces éléments n'ont pas été sciemment retirés du dossier sous couvert d'un quelconque secret industriel, mais ils ont été retirés pour des raisons de sûreté, tel que précisés dans l'instruction du gouvernement faisant référence en la matière.

Les pièces du dossier qui ont été retirées de la version mise à disposition pour la consultation du public, résulte des données précisées dans « l'instruction du Gouvernement du 06 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement ». Une version complète du dossier est disponible pour être consultée dans son intégralité, mais de manière contrôlée. Cette version peut être consultée sur place et sur demande auprès de la préfecture du Loiret.

Celle-ci précise particulièrement, que les éléments ci-dessous (extraits de son annexe II) ne doivent pas être tenus disponibles :

Annexe II - Exemples d'informations entrant dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration

II-A. Exemples d'informations non communicables mais pouvant être consultées selon des modalités adaptées et contrôlées

- L'identité des dirigeants

Chaque exploitant de site pourra mettre à disposition du public et notamment des associations de protection de l'environnement et des riverains, un point de contact afin de permettre de favoriser les échanges.

- Les cartes, photos, plans du site
- La nature précise des substances dangereuses manipulées ou stockées sur le site, notamment la liste des rubriques nommément désignées (47xx)
- Les quantités maximales de substances dangereuses susceptibles d'être présentes ou celles effectivement présentes sur le site (pour les rubriques 4xxx)
- Les cartes ou plans des zones d'effet par phénomènes dangereux ou par installation
- La description précise de scénario d'accidents majeurs et des effets associés
- La description précise et technique de barrière de maîtrise des risques
- La description de l'organisation et des moyens internes du site et de la chaîne de secours
- L'organisation des moyens externes de secours

Ainsi le dossier à disposition du publique a été constituer en ce sens.

Une version complète a été tenue à disposition à la préfecture, afin d'être consultée dans son intégralité.

D'après le retour de monsieur Jean BERNARD, commissaire enquêteur, celle-ci n'a fait l'objet d'aucune consultation.

Ce point est développé également dans le point n°1 de la réponse à l'avis de la MRAE.

REPONSES AUX AUTRES ELEMENTS DU PROCES-VERBAL DES OBSERVATIONS REÇUES PENDANT L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE.

Les principaux éléments remontés concernent les thématiques de pollution du sol et des eaux souterraines, pollution de l'air, risque sanitaire et maîtrise du risque industriel.

Ces éléments sont détaillés dans le dossier ICPE dans les études d'impacts et de dangers. Des éléments complémentaires ont été transmis à la MRAE en réponse à leur avis. Ces éléments de réponse formulés synthétisent les éléments de réponse pour les risques sanitaires, la pollution de sol et la surveillance des eaux souterraines.

Pour compléter les réponses à ces éléments :

Sol :

La pollution du sol sur et autour du site est historique. Liée à l'exploitation d'une installation de fonderie au plomb durant de nombreuses années avec des rejets et des standards de rejet différents de ceux d'aujourd'hui.

La présence d'une pollution au plomb autour du site notamment, est un risque connu. Celui-ci a ainsi intégré ce risque dans le plan local d'urbanisme, en précisant que certaines zones autour du site font l'objet de la présence de plomb. Ce qui est confirmé par l'étude de sol réalisée et jointe au dossier.

Des études sanitaires ont été réalisées sur la base des concentrations observées dans les jardins et dans les fruits. Pour ces concentrations, il a été déterminé la compatibilité des sols.

La pollution du sol dans le cadre du site et de son exploitation a fait l'objet d'analyses des risques en lien avec les usages prévus. La compatibilité avec un usage de présence de travailleur est validée.

L'étude d'impact reprend un ensemble de données au travers notamment de la réalisation de l'analyse des effets de l'installation sur la santé et l'évaluation du risque sanitaire et Interprétation de l'état des milieux, suivant la méthodologie développée par l'INERIS.

Ce point relatif à l'évaluation du risque sanitaire et aux conclusions rendues est repris dans la réponse formulée à la MRAE concernant le point 3.

Eaux souterraines :

Développé dans le point n° 2 de la réponse du 5 janvier 2023 à l'avis de la MRAE.

Rejets atmosphériques :

Développé dans le point n°4 de la réponse du 5 janvier 2023 à l'avis de la MRAE.

Le courrier de réponse du 5 janvier 2023 à la MRAE est joint en annexe à la présente réponse.

REPONSE AUX ELEMENTS REMONTES PAR LA SOCIETE ECOBAT.

Monsieur Laurent FESARD, société ECOBAT

Mail du 10 février 2023 à 16 h 12 de Laurent FESARD, société ECOBAT

Ci-dessous : En noir les éléments remontés par la société ECOBAT. En [Bleu](#) les réponses de RECUP 44.

Demande MRAE 2 :

L'arrêté du 30/12/2022 pour les valeurs limites de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau pour la consommation humaine précise une valeur de Cadmium à 0,005 mg/l au lieu de 0,01 mg/l de la référence OMS. La mise à jour des valeurs limites de référence établit un constat encore plus alarmant du niveau de pollution des eaux souterraines par le site.

L'ajout d'une activité complémentaire dont les impacts mêmes faibles sont de même nature (Pb, Cd,...) que l'activité historique ne va qu'accroître la situation actuelle de la pollution par simple addition, accumulation.

- ➔ Un suivi piézométrique sera assuré, un suivi des rejets sera également assuré.
- ➔ Les rejets d'eaux concernent les rejets d'eaux pluviales de ruissellement

La pollution historique de la nappe est liée à un rejet historique par un puisard d'infiltration presque directement dans la nappe. Avec des concentrations non connues à l'époque de ces rejets.

L'apport par infiltration sera minime.

- ➔ L'étude sanitaire pourra être complétée sur ce point.

Demande MRAE 3 :

L'étude d'impact environnemental selon le guide INERIS d'août 2013 est obsolète depuis sa deuxième version de juillet 2021 suite à une mise à jour prenant notamment en considération la réforme de l'évaluation environnementale (depuis 2016), la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués mise à jour en 2017, et la note interministérielle relative aux choix des valeurs toxicologiques de référence (2014).

- ➔ La version actuelle du guide sur l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires (2021) met à jour celle publiée en 2013, tout en conservant la même démarche et les mêmes outils méthodologiques. La nouvelle version du guide a notamment mis à jour les références réglementaires, et une présentation plus détaillée du logiciel MODUL'ERS. Ainsi, cette nouvelle version n'est pas de nature à remettre en cause toute la démarche d'analyse des risques et d'interprétation de l'état des milieux recommandée par la circulaire du 9 août 2013.

Malgré 3 recommandations de la MRAE pour reprendre l'étude d'impact (eaux d'irrigation, contamination des sols, plan de surveillance de l'air), étonnamment le pétitionnaire a poursuivi le processus de demande d'autorisation.

- ➔ L'interprétation de l'état des milieux et des risques sanitaires jointe au dossier intègre déjà l'état de pollution existant et les rejets dans l'air à venir et la consommation de végétaux autoproduits sur les emplacements d'habitation individuels voisins. Elle prend en compte le contexte populationnel et environnemental du site, ainsi que la gestion des émissions.
- ➔ Une évaluation des risques sanitaire par un cabinet d'étude externe peut-être envisagée si elle s'avère pertinente et nécessaire pour les autorités. Il conviendra d'en définir le périmètre d'application. :
 - la prise en compte de la pollution historique autour du site (notamment sur les terrains agricoles) et l'analyse de l'incidence de la consommation des végétaux qui y sont produits relève-t-elle d'une évaluation à réaliser par le futur exploitant ?
 - De même concernant l'usage d'eau d'irrigation potentiellement polluée au plomb pour l'arrosage des cultures voisines. (Pollution résultant d'un rejet d'eau dans le sol et la nappe souterraine par l'usine STECO pendant de nombreuses années).
- ➔ Compte tenu de la faible solubilité de la plupart de ses composés, le plomb

b. Les rejets atmosphériques

Demande MRAE 4 :

L'état initial représentatif du site d'implantation du projet ne précise pas les cibles potentielles ni les zones de retombées maximales attendues au regard de la zone d'implantation spécifique du site.

- ➔ L'état initial est bien établi dans l'étude d'impact et dans l'évaluation du risque sanitaire. Sont identifiées et prises en compte les spécificités autour du site, notamment zones agricoles et zones d'habitation (maisons individuelles voisines).
- ➔ La modalisation de la dispersion a été réalisée par un logiciel en 2D. Ainsi seule une valeur maximale de concentration a pu être obtenue. Celle-ci a été appliquée en cumul avec la pollution du sol existante la plus élevée observée. Ce qui constitue dans tous les cas une condition majorante à la dispersion atmosphérique dans l'espace.

La comparaison aux résultats de la stratégie de surveillance du site STCM de Bazoches les Gallerandes n'est pas suffisante pour conclure sur les incidences générées par le projet RECUP44 car les enjeux et le contexte environnemental ne sont pas comparables. En l'absence d'exhaustivité de l'état initial représentatif du site d'implantation, il n'est pas possible d'établir une stratégie de surveillance adaptée aux enjeux.

- ➔ La réponse formulée à la MRAE compare les valeurs prévisionnelles de rejets avec celles de la société STECO POWER (et non pas STCM). L'objet étant de mettre en perspective la contribution à venir des rejets avec les rejets historiques (ceux réglementés par l'arrêté

précédent de la société STECO POWER). Qui présentait à l'époque également un four de fusion du plomb.

- A noter que les pollutions au plomb observées autour du site résultent de l'exploitation antérieure d'une fonderie au plomb, ayant fonctionné initialement avec des moyens de traitement dont la performance était bien moindre que la technologie actuelle.

c- Les déchets

Page 9/13 :

- La pâte de plomb et le plomb métallique restent sous le statut de déchets même après le procédé de broyage des batteries usagées (rubrique 2790). Seule l'activité de traitement thermique de ces déchets (rubrique 2770) permet la sortie du statut de déchet de la pâte de plomb et du plomb métallique.

- De notre connaissance, les seules installations actuelles possédant une autorisation préfectorale d'activité de traitement thermique de déchets de plomb (rubrique 2770) sont STCM B2, APSM et METAL BLANC.

- Concernant la pâte de plomb et le plomb métallique, il n'est aucunement prévu de les sortir du statut de déchet. Ces derniers restent classés sous la rubrique 2790 (traitement de déchets dangereux), car ils résultent du procédé de traitement en broyeur des batteries.

d. Justification du choix du site

Page 9/13 :

Justification du choix du site retenu par la proximité d'un établissement de traitements de déchets plombés (ECOBAT STCM) avec lequel il n'y a aucun accord.

- LE site de STCM pourrait être intéressé par le gisement de plomb et pâte de plomb. Même s'il n'y a pas d'accord pour l'instant des discussions ultérieures sont toujours possibles. Des accords existent avec une autre installation en cas d'échec d'accords avec ECOBAT STCM.

2. Commentaires sur la présentation du dossier :

Identification du demandeur

Page 6/57 :

- La demande d'autorisation d'exploiter ne reprend pas les parcelles au Nord (248 et 250) alors que des effets atteignent ces parcelles et que l'exploitant mentionne de ne pas les prendre en compte aux titres du périmètre des effets. Soit ces parcelles sont à intégrer dans la demande d'autorisation, soit l'exploitant doit revoir sa grille de criticité.

- Les parcelles ont été sécurisées par leur acquisition par la SCI propriétaire du site STECO. Aucune activité ICPE n'est prévue sur cette bande. L'objectif étant de maîtriser l'urbanisation

autour du site, et notamment sur cette zone où les effets thermiques sont susceptibles d'avoir un effet.

Page 9/57 :

· L'exploitant indique que l'installation permet de recycler l'ensemble des matières constitutives... Or les activités décrites et soumises à demande d'autorisation d'exploiter ne permettent pas la sortie du statut de déchet de la plus grande proportion des matières constitutives.

- ➔ L'objectif de l'installation étant de recycler le maximum des constituants de la batterie, en vue d'assurer son recyclage. Le plomb et le Polypropylène seront bien recyclés. Pour les acides différentes recherches de filières sont en cours pour le recycler également. Cependant, au regard de sa contamination par du plomb, celle-ci s'avère infructueuse pour l'instant. Les séparateurs des batteries ne seront quant à eux pas recyclés.

Page 11/57 :

· Rubrique 2718-1: La quantité de pâtes de plomb stockée sur site est annoncée à 40 tonnes. Avec une production du broyeur de 160 t de batteries par jour à 35% de pâtes (d'ailleurs les chiffres de la profession pour des batteries usagées sont aux environs de 55-60%), cela fait moins d'une journée de production en stock sur site.

Cela paraît difficilement réalisable en termes de logistique.

- ➔ Le contenu total en plomb d'une batterie dans l'étude est effectivement déterminé à 63.9 %. Il est partagé entre 35 % de pâte de Plomb (mélange d'oxyde de plomb et de sulfate de plomb) suivant le degré d'oxydation du plomb, dépendant de son état de charge et 28.9% de plomb métallique.
- ➔ Le traitement de 160 t de batteries par jour sera réalisé en 2x8. Elle génèrera en théorie 56 tonnes de pâtes de plomb. La logistique sera adaptée à cette production.

➔ **Page 18/57 :**

- ➔ · Sans accès à l'annexe 53, il semble vraiment improbable de traiter efficacement les eaux pluviales avant infiltration avec un séparateur. Les métaux lourds dissous dans les eaux ne seront pas pris en charge par le séparateur.

- ➔ L'annexe était consultable en préfecture dans le dossier complet mis à disposition du public.

- ➔ Les activités seront réalisées à l'intérieur du site.

- ➔ Il est prévu un stockage des eaux dans des bassins en amont des rejets par « bâchées » pour valider leur rejet possible. Les eaux collectées ne sont uniquement que des eaux de voiries,

ainsi le séparateur implanté n'a pas pour objectif de traiter le plomb, mais plutôt les hydrocarbures potentiellement répartis par la circulation des camions.

- ➔ En cas d'analyses non conformes, les eaux ne seront pas rejetées, et l'implantation d'un système complémentaire de traitement des eaux sera envisagé.

Page 20/57 :

· La fraction de pâte de plomb indiquée dans le tableau à 35% correspond à celle dans une batterie neuve. La proportion dans une batterie usagée est largement supérieure.

- ➔ L'appellation « pâte de plomb » correspond au mélange de sulfate de plomb et oxyde de plomb qui dépend de l'état d'oxydation du plomb, et sa complexation avec du dioxygène (O_2) et (sulfate SO_4^{2-}). En fin de vie, cette pâte de plomb sera potentiellement plus riche en sulfate de plomb qu'en oxyde de plomb. Ainsi, dans tous les cas la quantité de pâte de plomb comprend les 2 formes complexée du plomb.

Page 35/57 :

· Le taux de recyclage des fractions en plomb de l'exploitant tient compte d'activités non autorisées sur son site. Dans la mesure où les matières sortantes de l'activité de broyage des batteries au plomb restent pour la plupart sous le statut de déchet, il ne peut donc pas garantir le respect de la conformité à la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs.

De plus, le mode de calcul du taux de recyclage annoncé par l'exploitant à 97,5% n'est pas conforme aux modes de calcul de la Directive 2006/66/CE.

- ➔ Dans la directive 2006/66/CE, Le «recyclage» est défini comme le retraitement dans un processus de production des matières contenues dans les déchets, aux mêmes fins qu'à l'origine ou à d'autres fins, mais à l'exclusion de la valorisation énergétique;
- ➔ Et le «traitement», est défini comme toute activité effectuée sur des déchets de piles et d'accumulateurs après que ceux-ci ont été remis à une installation de tri, de préparation au recyclage ou de préparation à l'élimination;

La directive précise à son article 12 :

[...]

2. Le traitement respecte les obligations minimales énumérées à l'annexe III, partie A.

[...]

4. Les processus de recyclage respectent, au plus tard le 26 septembre 2010, les rendements de recyclage et les obligations connexes énumérés à l'annexe III, partie B.

Ainsi l'annexe III fixe les obligations et objectifs suivants :

ANNEXE III Détail des obligations de traitement et de recyclage

PARTIE A : TRAITEMENT

1. Le traitement consistera, au minimum, en l'extraction de tous les fluides et acides.
2. Le traitement et tout stockage, y compris temporaire, dans les installations de traitement a lieu sur des sites offrant des surfaces imperméables et un recouvrement résistant aux intempéries ou dans des conteneurs appropriés.
 - ➔ Les opérations de traitement réalisées respectent bien cette disposition, en visant notamment à séparer les fluides (acides sulfurique) des autres fractions.

PARTIE B : RECYCLAGE

3. Les processus de recyclage atteignent les rendements minimaux de recyclage suivants :
 - a) un recyclage d'au moins 65 % du poids moyen des piles et des accumulateurs plomb-acide, y compris un recyclage du contenu en plomb qui soit techniquement le plus complet possible tout en évitant les coûts excessifs ;
 - ➔ La séparation des fractions de plomb et de pâte de plomb en vue de leur recyclage (retraitement dans un processus de production des matières contenues dans les déchets) permettra en théorie de recycler 35 % de pâte de plomb, 28.9 % de plomb métallique et 5 % de polypropylène. Soit un potentiel théorique de 68.9 % respectant l'objectif fixé.
La directive ne précise pas que toutes les opérations devront se tenir sur le même site.
Le calcul aboutissant à 97.5 % était établi dans le cas où une solution de recyclage de l'acide sulfurique récupéré seraient trouvée. Ce qui n'est pas le cas actuellement.

Page 36/57 :

LE PREDD :

· Les installations STCM B2 permettent déjà à la région Centre Val de Loire de répondre aux objectifs de la loi n°2015-991 du 7 août 2015. Dans la mesure où elles permettent une sortie du statut de déchets de toutes les fractions plomb des batteries usagées tout en respectant les directives nationales et européennes, elles répondent plus favorablement aux objectifs de la loi.

L'activité RECUP44 n'apporterait aucune complémentarité pour l'activité de gestion de déchets dangereux dans le plan régional de gestion des déchets.

- ➔ Les flux de batteries captés par RECUP 44 seraient différents et à ce titre complémentaire à ceux déjà capter par la société STCM/ECOBAT.

Page 39/57 :

LE PREDD :

· L'ajout d'une installation dont les activités sont classées SEVESO n'est pas en adéquation avec les objectifs de la DGPR.

- ➔ Les objectifs de la DGPR sont de garantir la maîtrise des risques et pas interdire d'entreprendre.

Page 48/57 :

· Les seules MTD WT ne sont pas suffisantes pour s'assurer de la conformité des installations aux meilleures techniques disponibles. Les MTD transversales et également la MTD NFM spécifie des contraintes en rapport avec la production de plomb secondaire. Le dossier n'en fait pas état.

➔ Le champ d'application de la MTD NFM concerne les activités spécifiées à l'annexe I, points 2.1, 2.5 et 6.8 de la directive 2010/75/UE à savoir :

- 2.1 : Grillage ou frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré,

- 2.5 : Transformation des métaux non ferreux: a) production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques ; b) fusion, y compris alliage, de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou à 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux,

- 6.8 : Fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.

En particulier, les présentes conclusions sur les MTD concernent les activités et procédés suivants :

- la production primaire et secondaire de métaux non ferreux,

- la production d'oxyde de zinc à partir des vapeurs dégagées pendant la production d'autres 2/131 métaux,

- la production de composés de nickel à partir des liqueurs produites pendant la production d'un métal,

- la production de silicium calcique (CaSi) et de silicium (Si) dans le même four que celui utilisé pour la production de ferrosilicium,

- la production d'oxyde d'aluminium à partir de bauxite avant la production d'aluminium de première fusion, lorsque cela fait partie intégrante de la production du métal,

- le recyclage des scories sodiques d'aluminium, - la production d'électrodes en carbone et/ou graphite.

➔ La production primaire concerne la production de métaux à partir de minerais et de concentrés, la production secondaire concerne quant à elle la production de métaux à partir de résidus et/ou de débris, y compris par des procédés de refonte et d'alliage.

➔ Aucune activité de fusion ou de traitement autre que du broyage ne sera réalisée sur le site. Ainsi le champ d'application de cette MTD n'est pas applicable

b. Résumé non technique Etude d'impact

Page 41/53 :

· Gestion de l'élimination des déchets

Dans la mesure où une faible fraction des matières contenues dans les batteries au plomb sortent du statut de déchet, le taux de recyclage à 97,5% est obsolète.

- ➔ La séparation des fractions de plomb et de pâte de plomb en vue de leur recyclage (Retraitement dans un processus de production des matières contenues dans les déchets) permettra en théorie de recycler 35 % de pâte de plomb, 28.9 % de plomb métallique et 5 % de polypropylène. Soit un potentiel théorique de 68.9 % respectant l'objectif fixé. La directive ne précise pas que toutes les opérations devront se tenir sur le même site. Le calcul aboutissant à 97.5 % était établi dans le cas où une solution de recyclage de l'acide sulfurique récupéré seraient trouvée. Ce qui n'est pas le cas actuellement.

Page 42/53 :

- Effets sur la santé :

L'évaluation des risques sanitaires et l'étude d'impact ne sont pas réalisées selon les standards actuels. Les résultats des études ne peuvent pas permettre de conclure sur la compatibilité de l'activité avec le contexte environnemental. Il est notamment étonnant qu'il ne soit pas fait mention du suivi des récoltes des exploitations agricoles autour du site fortement implanté dans une zone agricole.

- ➔ Contrairement à STCM le site de RECUP 44 ne sera qu'un broyeur au plomb et non pas un site de fusion du plomb. Les émissions ne seront pas de même nature. De plus, l'ERS a pris en compte l'enjeu principal soit les habitations voisines avec jardins. Elle s'appuie sur une corrélation entre concentration de plomb dans le sol, quantité de plomb retrouvé dans les fruits et légumes et les consommations de ceux-ci par les populations (adultes et enfants).

De même, toute activité pouvant recevoir des enfants sur les zones avec une concentration de plomb supérieure à 100 ppm doit faire l'objet d'une surveillance particulière, notamment des activités de garde d'enfants, selon les recommandations du HCSP.

- ➔ Est-ce déjà le cas au regard de la pollution historique existante ?

3. Commentaires sur la notice d'hygiène et de sécurité au travail

Les conditions de protection du personnel contre le plomb semblent légères ou peu détaillées. Dans le chapitre "démarche de prévention", il n'est pas fait état d'un suivi régulier de la plombémie du personnel, mais seulement en cas de dépassement de certains seuils.

- ➔ La notice hygiène et sécurité jointe précise certains points d'attention, celle-ci n'étant plus une obligation réglementaire dans le cadre d'un dossier ICPE, Elle n'a pas été développée. Le suivi HSE sera réalisé sur le site en corrélation avec la médecine du travail, le service HSE et l'exploitant.